

Vaccination, moyens, conditions de travail... Le SNPDEN-Unsa fait le...

5-7 minutes

38 % des personnels de direction jugent la rentrée "moins satisfaisante" que l'an dernier bien que celle-ci se soit déroulée de manière "raisonnable", assure Bruno Bobkiewicz. Le secrétaire général du SNPDEN-Unsa présentait, lors d'une conférence de presse, le 15 septembre 2021, les résultats d'une enquête auprès des personnels de direction. Ceux-ci sont en outre 60 % à être insatisfaits "de la gestion de la crise par le ministère", 60 % "de la gestion des examens" et 90 % de la "communication ministérielle". Le SNPDEN note aussi des difficultés autour des nominations des personnels.



Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-Unsa, lors de la conférence de presse de rentrée du syndicat, le 15 septembre 2021 AEF - Erwin Canard

"Raisnable". C'est ainsi que Bruno Bobkiewicz qualifie la manière dont s'est déroulée la rentrée scolaire. Grâce à la vaccination, les personnels se montrent davantage sereins que l'an dernier, explique le secrétaire général du SNPDEN-Unsa, lors de la conférence de presse de rentrée du syndicat, le 15 septembre 2021.

Cela n'empêche pas les personnels de direction de critiquer la gestion de la crise sanitaire par le ministère de l'Éducation nationale. Comme à chaque rentrée, le premier syndicat de ces personnels leur soumet un questionnaire début septembre (cf. encadré). Cette année, 2 100 personnes ont répondu, soit 600 de plus qu'habituellement, se satisfait Bruno Bobkiewicz.

"Il y a des problèmes de calibrages des concours"

Ainsi, selon ce sondage, 60 % des personnels de direction sont "insatisfaits de la gestion de la crise par le ministère", 60 % le sont "de la gestion des examens" et 90 % de la "communication ministérielle". "Le fait de privilégier la communication au grand public plutôt qu'aux professionnels agace perpétuellement les collègues", souligne Bruno Bobkiewicz.

L'enquête du syndicat montre également que les personnels de direction sont majoritairement insatisfaits quant aux "moyens d'aide aux élèves post-Covid" et aux "informations sur les conditions sanitaires de rentrée".

Globalement, 38 % des personnels de direction jugent la rentrée "moins satisfaisante" que l'an dernier. En cause, principalement, selon le secrétaire général du SNPDEN : "Les difficultés autour des nominations des personnels. Il y a des problèmes de calibrages des concours, d'identification des besoins dans certaines académies". Résultat : à la mi-septembre, des postes de personnels - enseignants, CPE, administratifs... - ne sont pas pourvus. Davantage que les années précédentes, selon le SNPDEN. Dans les académies de Toulouse et Nantes, Bruno Bobkiewicz parle même de "rentrée techniquement ratée".

Une très faible adhésion des familles à la vaccination dans les EPLE

Une des nouveautés cette année, dans les établissements du second degré, est le fait qu'ils organisent ou participent à des campagnes de vaccination auprès des élèves de plus de 12 ans et des personnels ([lire sur AEF info](#)). Si le SNPDEN est favorable à ce dispositif ([lire sur AEF info](#)), il remarque en revanche une très faible adhésion des familles. Entre 2 % et 8 %, selon les territoires.

Une des explications se trouve dans le fait qu'une très grande majorité des personnels (environ 90 %) sont vaccinés ainsi qu'une

majorité des élèves puisque 68 % des 12-17 ans ont reçu au moins une dose (1). Mais Bruno Bobkiewicz en trouve une autre : "Après les trois opérations – campagnes de tests antigéniques, autotests, vaccin –, on en conclut que les familles estiment que l'école n'a pas de compétences médicales en rapport avec le Covid." Le SNPDEN avait notamment qualifié la campagne d'autotests de "flop complet" ([lire sur AEF info](#)). Les établissements n'ont en outre pas encore été sollicités depuis la rentrée pour effectuer des campagnes de tests alors qu'ils ont encore des stocks importants d'autotests, indique le syndicat.

Par ailleurs, certains personnels de direction, qui sont à 98 % vaccinés selon l'enquête du SNPDEN, font face à une "violence de certains antivax", verbale voire physique. "C'est marginal mais ça existe", prévient Bruno Bobkiewicz.

En lycée, le problème des moyens pour les options facultatives

Le SNPDEN soulève aussi des problèmes de moyens dans le second degré, alors que près de 2 000 postes d'enseignants ont été supprimés en cette rentrée ([lire sur AEF info](#)). "Cela a des conséquences sur le ratio d'heures supplémentaires pour les enseignants. Des établissements se sont vu demander de mettre en place plus que les 2 heures supplémentaires réglementaires par professeur, ce qui mettait les établissements en difficulté", assure le secrétaire général.

En outre, faute de moyens suffisants, des lycées sont "dans l'obligation de réfléchir à la carte des options. Souvent, des collègues doivent privilégier les options droit, maths complémentaires et maths expertes aux options facultatives. Nous demandons que ces options soient systématiquement financées", revendique Bruno Bobkiewicz.

Les conditions de travail, priorité des perdre

L'enquête du SNPDEN-Unsa dévoile également les préoccupations principales des personnels de direction. Ce sont, dans l'ordre :

- les conditions d'exercice du métier ;
- l'amélioration de la rémunération ;
- les conditions sanitaires ;
- la défense du paritarisme ;

- le déroulement des examens 2022.

Parmi les autres résultats de l'enquête : 65 % des personnels de direction jugent insuffisants les moyens dédiés aux Pial et 76 % sont défavorables à l'évaluation des adjoints par les chefs d'établissement ([lire sur AEF info](#)).